

CROISSANCE DU PIB 2010 : UNE ANNÉE EXCEPTIONNELLE

En 2010, la croissance économique mesurée par l'augmentation du PIB en volume [c'est-à-dire à prix constants] a été de 3,5% [4^{ème} performance de l'UE27], mais dans le même temps, l'augmentation du PIB en valeur [c'est-à-dire à prix courants] a été de 9,2% [1^{ère} performance de l'UE27]¹.

Ainsi, le PIB en valeur luxembourgeois est passé de 38.073 millions en 2009 à 41.597 millions en 2010, soit plus de 3,5 milliards ou 9,2% d'augmentation. Dans le même temps, le PIB en volume, dit « réel » ou encore à prix [constants] de 2000, est passé de 28.716 millions à 29.726 millions, soit 1 milliard ou 3,5% de plus.

En 2010, le Luxembourg a-t-il été 9,2% ou 3,5% plus riche qu'en 2009 ?

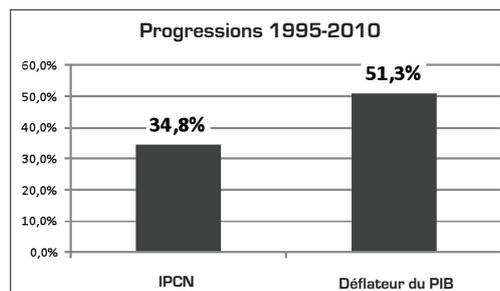
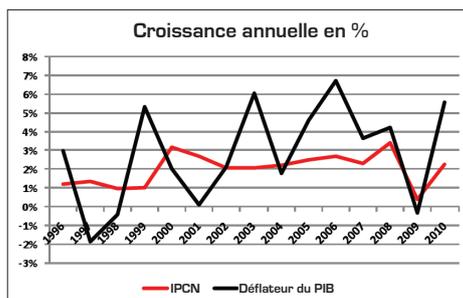
Il est coutume de dire que le PIB « réel » est le PIB en volume dans la mesure où le PIB nominal intègrerait l'inflation (l'augmentation des prix) qui n'est logiquement pas considérée comme une augmentation de richesse, mais comme une dévalorisation monétaire. Cependant, en 2010, si l'inflation a été de 2,3%, le prix du PIB, appelé « déflateur », a augmenté de 5,5%. Or il s'agit de deux notions distinctes, puisque l'inflation mesure les prix des biens de consommation des ménages et non ceux de la valeur ajoutée créée dans une économie à l'instar du déflateur².

L'explication de la différence entre l'évolution du PIB nominal et celle du PIB en volume tient en fait à la difficulté des comptes nationaux à déterminer le « déflateur » du PIB (le prix du PIB) et, particulièrement, le prix des services dans l'évaluation du PIB à prix constants. En effet, pour évaluer le PIB en volume, sur lequel on communique officiellement, on prend le PIB nominal, à sa valeur courante, que l'on « déflate » par le prix du PIB estimé, c'est-à-dire duquel on retranche l'approximation du prix du PIB.

L'exemple ci-dessous, portant sur les services informatiques, montre que la croissance en volume du PIB, et donc du PIB dit réel, n'est qu'une estimation très imparfaite, fruit d'une construction statistique, tout particulièrement en ce qui concerne les services. Aussi, si l'on est à peu près sûr, jusqu'à la prochaine révision des comptes, que le PIB luxembourgeois a augmenté de 3,5 milliards (+9,2%) en 2010, on l'est beaucoup moins quant à sa progression d'un milliard (+3,5%) aux prix de 2000 ! En tenant compte du véritable effet du prix du PIB que la comptabilité nationale ne parvient pas à appréhender, la croissance économique véritable se situe donc en réalité non pas à un niveau de 3,5%, mais dans un éventail allant de 3,5% à... un peu moins de 9,2%.

¹ Lorsque l'on parle de croissance économique, on parle toujours du PIB en volume ou encore à prix constants. Il est vrai que si le « prix du PIB » augmente de 3% mais que l'on ne vend pas plus, il y a bien une augmentation du PIB sans augmentation d'activité. Il n'empêche que le vrai PIB de référence reste le PIB nominal, à prix courants.

² Ce n'est donc pas l'inflation qui explique l'accroissement spectaculaire du PIB en valeur. D'ailleurs même sur le long terme, on peut voir qu'inflation et déflateur du PIB ne sont absolument pas en relation, ce qui est fort logique dans la mesure où les dépenses de consommation des ménages ne représentent qu'une faible proportion du PIB.



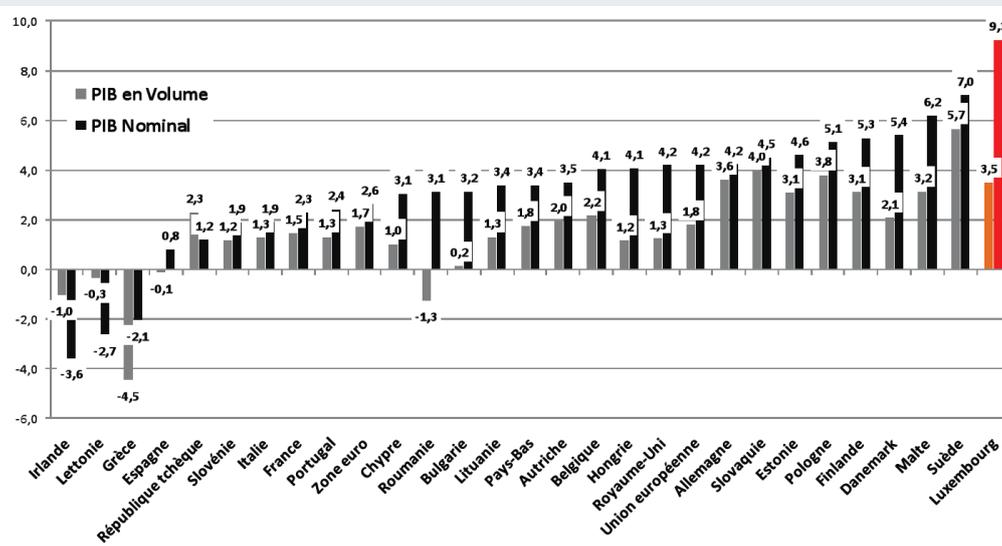
Source : Statec, calculs : CSL

Ce n'est donc pas la dévalorisation monétaire qui expliquerait l'augmentation du PIB nominal nettement plus rapide que le PIB en volume.

Si le PIB « réel » n'est qu'une estimation, le PIB nominal, lui, constate la valeur ajoutée réellement créée et comptabilisée par les entreprises durant l'année 2010. Que l'on sache, rares sont les entreprises facturant leurs livraisons ou prestations de services aux prix de 2000. Le vrai PIB, qui sert d'ailleurs de référence dans toute comparaison par rapport au PIB [recettes et dépenses publiques en % du PIB par exemple], n'est donc pas le PIB réel, mais bien le PIB nominal ! De même, une personne qui roule avec une voiture achetée en 2005 ne paie pas l'essence et les révisions aux prix de 2005, mais bien aux prix de 2011.

On peut d'ailleurs remarquer que c'est au Luxembourg que le décalage entre les deux croissances est le plus important, mais le Luxembourg est également un des pays où les services jouent le plus grand rôle dans l'économie.

CROISSANCES 2010



Source : Eurostat

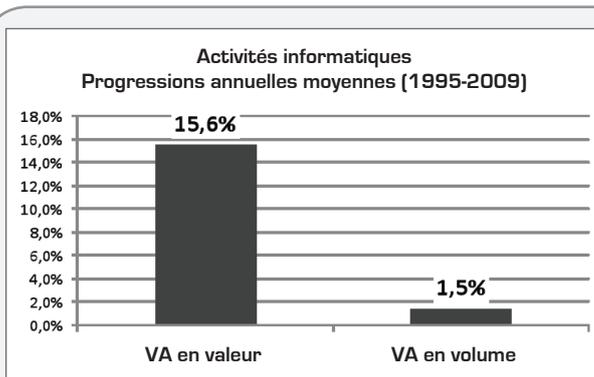
Exemple

Prenons le cas d'une société de services informatiques. Durant l'année, elle fait suivre à l'un de ses consultants une formation. Ce consultant dont les compétences ont été accrues est désormais facturé 110 aux entreprises clientes contre 100 avant. Le prix nominal a donc augmenté de 10%. Mais dans ce prix est également intégrée une amélioration de la prestation qui correspond à la croissance réelle. Le « PIB » de cette entreprise a-t-il augmenté de 10% ou de moins, et si de moins, de combien ?

On voit qu'il n'est pas facile de répondre à cette question, une partie de l'augmentation de prix venant de l'« inflation » et une autre de la croissance économique. Pour séparer l'effet prix (inflation) et l'effet volume (croissance), les comptables nationaux vont donc utiliser une variable approchante censée refléter l'augmentation de prix. En l'occurrence, dans les services informatiques, il s'agit d'un indice horaire du coût de la main-d'œuvre.

Toujours dans cette entreprise de services informatiques, le consultant étant facturé 10% plus cher, si l'entreprise décide d'augmenter également son salaire de 10%, tout le monde y trouve son compte : le salarié qui voit son revenu augmenter de 10%, l'entreprise qui voit sa marge augmenter de 10%, l'entreprise cliente qui voit la qualité de sa prestation augmenter.

Mais, en comptabilité nationale, le « PIB nominal » de l'entreprise qui augmente de 100 à 110, soit 10% de plus, va être réduit de 10% (l'augmentation du coût salarial censée refléter l'effet prix), et cette entreprise aura donc vu son « PIB réel » stagner (avec toutes les conséquences que cela entraîne sur les calculs de gains de productivité, de coût unitaire du travail,...).



Source : Statec, calculs : CSL

D'ailleurs, si l'on se penche sur les performances de la branche informatique selon la comptabilité nationale, on voit que la valeur ajoutée brute nominale a progressé de 15,6% par an, pendant que la valeur ajoutée brute « réelle » n'a progressé que de 1,5% par an. Comme dans le même temps, l'emploi a été multiplié par 10 dans cette branche, soit 18,1% de plus par an, la productivité réelle (soit la valeur ajoutée réelle par l'emploi) y a chuté de 14,1% par an ! Avec une telle perte de compétitivité, on peut encore se demander comment ce secteur fait pour être autant créateur d'emplois !

En 2009, la valeur ajoutée brute nominale des activités informatiques était de 758 millions, mais la valeur ajoutée brute réelle n'était que de 154 millions, plus de 3 fois moins que la masse salariale de 484 millions.

Cet exemple, qui n'est absolument pas caricatural, puisque retraçant la méthode utilisée par le Statec pour estimer la croissance en volume dans les services informatiques, montre que la détermination de la croissance économique réelle est purement théorique et qu'en réalité, la croissance économique véritable se situe quelque part dans un éventail allant de la croissance officielle en volume à la croissance nominale.

Les services informatiques que nous avons pris ici comme illustration ne sont d'ailleurs pas les seuls à souffrir de la difficulté des comptables nationaux à estimer le déflateur pour évaluer la croissance en volume, difficulté qui, d'une manière générale, concerne l'ensemble des services, qui sont pourtant le domaine de spécialisation de l'économie luxembourgeoise. Dans sa Note de Conjoncture 2/2007, le Statec soulignait les mauvaises performances luxembourgeoises en matière de gains de productivité dans les services financiers ainsi que dans les services aux entreprises. Cependant, il relativisait grandement ces résultats :

« Il est assez étonnant que ce soit précisément dans les branches maitresses de l'économie luxembourgeoise que les gains de productivité du travail soient les moins flatteurs dans la comparaison internationale. Ces deux branches ont en effet sur la décennie considérée généré environ la moitié de la croissance économique nationale et il serait plutôt incongru de voir dans ces médiocres gains de productivité un symptôme de leur mauvaise santé. » (p.36)

Et de poursuivre :

« D'une manière générale, la mesure de la productivité par branches pose certains problèmes d'ordre méthodologique, qu'il faut évoquer si l'on veut éviter certaines conclusions hâtives. » (p.36), notamment en matière de compétitivité.

Si l'on a donc du mal à mesurer la productivité dans les services pour des raisons méthodologiques, c'est que l'appréhension du PIB en volume dans les services est problématique en raison de la difficulté à quantifier le déflateur de valeur ajoutée brute dans les services et de l'effet que celui-ci exerce sur la différence entre croissance en valeur et en volume. Aussi, si le PIB 2010 a bien augmenté de 9,2% en 2010, il est beaucoup moins sûr qu'il n'ait augmenté « que » de 3,5% en volume, d'autant plus que l'inflation était relativement faible cette année-là.